

Le Grand Emprunt est une compétition malsaine aux règles fluctuantes.

Le Grand Emprunt continue sa marche forcée. Après les 52 Equipex, voilà 100 Labex retenus, 7 projets d'Idex présélectionnés, et 6 Instituts Hospitalo-universitaires.

Depuis le lancement de la compétition, le SNTRS-CGT et la CGT-INRA en ont dénoncé le caractère malsain. Le Grand Emprunt a mis en concurrence l'ensemble des équipes de recherche et des universités. **Les lauréats seront dotés, majoritairement en capital par l'Etat qui finance l'opération, en prenant dans les poches de l'ensemble des participants. La baisse de crédits des laboratoires, la mise en place de la RGPP avec les futures suppressions massives d'emplois pour les organismes et par la suite pour les universités serviront à financer les dotations en capital annoncées.**

Le Grand Emprunt a été mené tambour battant, obligeant les scientifiques à travailler dans la précipitation sur des projets parfois artificiels, souvent fondés sur le seul regroupement d'équipes notées A+ par l'Aeres. Dans l'urgence, de nombreuses universités ont fait appel, pour un coût exorbitant, à des officines privées. Comment ne pas y voir le choix de présenter des projets abandonnant toute notion de service public pour se conformer à la pensée managériale dominante ?

Les appels à projets ont été faussés dès le début par des règles opaques et mal définies. Les noms des membres du jury n'ont été rendus publics qu'après les résultats. Le ministère et parfois René Ricol en personne sont intervenus pendant le montage de certains projets pour les valider ou les réorienter. Deux logiques se sont affrontées. D'un côté, celle du Ministère de la recherche qui veut en profiter pour restructurer l'espace national de la recherche autour de quelques champions, les 5 à 10 sites universitaires d'excellence en laissant pour compte tous les autres. De l'autre, celle de Matignon et du Commissariat Général aux Investissements qui prônent une « concurrence libre et non faussée » basée sur une « excellence » non définie. L'affrontement de ces deux logiques a créé un tel imbroglio que la proclamation des Labex a été retardée. De 83 Labex retenus au départ par le jury, nous sommes passés à 100 : les lobbys politiques et universitaires ont joué à plein. Le Grand Emprunt est l'espace des magouilles !

Les 141 projets éliminés qui croyaient à leur qualité scientifique se voient opposés leur manque d'ambition dans la gouvernance. La logique du Grand Emprunt est de favoriser le leadership de quelques mandarins au détriment de la collégialité et de la dimension collective des projets.

Dans ce contexte d'opacité des choix les gagnants, comme au casino, n'ont pas de mérite particulier. Les perdants, si « prestigieux » soient-ils, peuvent toujours s'interroger sur les critères extra scientifiques qui ont prévalu. **Par contre, tous y perdront peu ou prou. Les gagnants se partageront un gâteau qui risque d'être très amer pour la majorité de leurs personnels.** Ceux-ci seront rapidement éliminés de toutes les instances, les dotations financières introduiront une logique de spéculation boursière et pour faire tourner les équipements, il sera nécessaire de recruter encore plus de précaires. **Les perdants devront à terme se serrer la ceinture pour ce qui concerne leurs crédits et leurs postes car, du CNRS aux régions, tout le monde sera amené à arroser encore plus les secteurs déjà humides. Les régions Nord, Grand Ouest et Centre ignorées avec d'autres sites perdants de l'opération risquent de voir s'assécher progressivement leurs ressources.**

Pour le SNTRS-CGT et la CGT-INRA, l'ensemble des financeurs n'a pas à privilégier les choix du Grand Emprunt dans leurs dotations. Ils doivent continuer à doter en crédits et en postes l'ensemble des laboratoires et des universités en ne prenant en compte que les évaluations faites par les instances scientifiques dans lesquelles les personnels sont représentés.

Le SNTRS-CGT et la CGT-INRA demandent l'abandon du Grand Emprunt. La mise en concurrence des équipes et des hommes, le management autoritaire, la mise au service de la seule compétitivité doivent faire place au retour à un vrai service public de la recherche fondamentale en assurant le financement de tous laboratoires évalués positivement par les instances scientifiques représentatives.